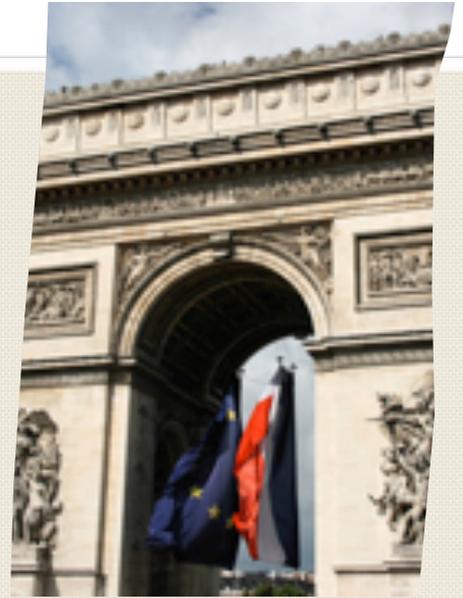


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 6 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Il est aux aguets !
- 2) Elle appelle...
- 3) Le parquet demande un procès...
- 4) Michel Rocard a bon dos ?!!
- 5) Les petites phrases de Cahuzac
- 6) Il change de partenaire...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Manuel Valls pense que les Jeunes socialistes sont manipulés par Jean-Luc Mélenchon





Sylvain Chazot
sylvain.chazot@europe1.fr

En fait, chacun a son explication pour justifier le comportement de certains jeunes socialistes, le week-end dernier à La Rochelle, appelant Emmanuel Macron à la démission tout en huant Manuel Valls. D'après Jean-Marie Le Guen, ces gens-là étaient juste ivres, ce qui est un peu inquiétant. Pour Jean-Christophe Cambadélis, c'était de l'humour, taquin certes, mais de l'humour quand même.

Manuel Valls a une autre vision. Pour lui, il s'agit sûrement d'un coup de... Jean-Luc Mélenchon.

Cité par Le Canard Enchaîné ce mercredi 2 septembre, le Premier ministre revient sur cette soirée de samedi, à La Rochelle, où il s'est un peu chauffé avec des membres des MJS. Voici ce qu'il a dit, selon des propos rapportés par l'hebdomadaire :

Les Jeunes Socialistes ne savent plus où ils habitent : la preuve, ils en sont même à critiquer la conférence sur le climat. C'est une organisation à la dérive, manipulée par Mélenchon.

Allons bon, voici que l'ancien coprésident du Parti de gauche est accusé par le Premier ministre de manœuvrer en coulisses contre son ancien parti... Sans accuser Jean-Luc Mélenchon, seulement peut-on dire que les MJS sont traditionnellement plus à gauche que la direction du PS.

C'est que Manuel Valls n'aime pas trop qu'on le siffle. Certaines ou certains trouvent cette pratique plutôt sympa ? Le Premier ministre non. Dimanche 30 août, lors de son discours à l'université d'été du PS, il a bien expliqué que cela l'énervait au plus haut point.

"À droite, dans des congrès de supporters, on siffle les dirigeants. À gauche, parce que ce sont des militants, on se respecte, on débat, on ne siffle jamais !" a-t-il assuré même si les sifflets, éparses certes, montant parfois du public semblaient un peu le contredire.

II) Karine Berger appelle à une primaire Hollande-Montebourg



La députée PS Karine Berger à Saint-Didier dans le Jura. Photo D.G.

Karine Berger, députée socialiste des Hautes Alpes, invitée dimanche de la fête de la Rose de Saint-Didier dans le Jura, a appelé à une primaire de la gauche directement entre Arnaud Montebourg et François Hollande.

Dans son discours, très centré sur la nécessité de rassemblement du PS et la prochaine élection présidentielle de 2017, Karine Berger a invité les militants socialistes à "chercher le candidat idéal".

Mais, la député et leader du nouveau courant baptisé « La Fabrique » (motion qui a recueilli presque 10 % des suffrages au dernier congrès national), est allée plus loin, en appelant "tout de suite à une primaire Hollande-Montebourg".
"Les seuls capable de battre Sarkozy et Le Pen"

Deux hommes politiques qu'elle connaît bien, pour avoir participé à l'élaboration du programme économique de campagne du premier et à la "Convention pour la 6e République" avec le second, au début des années 2000.

Les seuls, "à (ses) yeux", "capables de battre Sarkozy au premier tour et éventuellement Le Pen au second", "de nous faire nous sentir européens (...), de porter une réelle exemplarité politique (...), "l'identité républicaine", "ayant la vie quotidienne des gens comme priorité plutôt que l'avis du Medef".

Elle a refusé d'aller plus loin et de ne donner qu'un nom ; mais les personnes présentes ont davantage ressenti un vote de confiance pour le "local", Arnaud Montebourg, dont le staff, présent

et surpris, n'a pu qu'esquisser un large sourire.

Par Delphine GIVORD

ledauphine.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Bygmalion : le parquet demande le renvoi en correctionnelle de Sarkozy

Par LIBERATION, avec AFP



Le candidat à la primaire de la droite Nicolas Sarkozy à La Baule, le 4 septembre 2016. Photo Albert Facelly pour Libération

Tous les mis en examen dans ce dossier de financement illégal de la campagne présidentielle en 2012 sont concernés par cette demande de renvoi.

L'avocat de Nicolas Sarkozy, Thierry Herzog, a dénoncé lundi «une nouvelle manœuvre politique grossière» après l'annonce des réquisitions du parquet de Paris demandant le renvoi en procès de l'ex-président dans l'affaire Bygmalion. «Il s'agit d'une nouvelle manœuvre politique grossière qui ne résistera pas davantage que les autres à l'examen des faits», déclare l'avocat dans un communiqué, en évoquant une «affaire où les

deux années d'enquête ont démontré son absence totale d'implication dans des faits présumés délictueux».

Le parquet de Paris a requis le renvoi en correctionnelle des mis en examen, dont Nicolas Sarkozy, pour le délit de financement illégal de sa campagne présidentielle en 2012, dans l'affaire Bygmalion, a appris l'AFP lundi de source proche de l'enquête.

«Le parquet demande le renvoi de tous les mis en examen» qui sont au nombre de quatorze dans cette affaire,» a précisé cette source, comme l'a indiqué un peu plus tôt Europe 1 dans un tweet. Il appartient maintenant aux juges d'instruction de suivre ou non ses réquisitions.

Il appartient maintenant aux juges d'instruction de suivre ou non ses réquisitions, dans un délai d'un mois minimum. Mais d'éventuels recours de procédure sont toujours susceptibles de rallonger les délais. Un éventuel renvoi avant la primaire de la droite pour la présidentielle, prévue les 20 et 27 novembre, compliquerait la tâche de l'ancien président de briguer un nouveau mandat à l'Élysée. L'enquête porte plus largement sur un vaste système de fausses factures destiné à dissimuler un dépassement massif du plafond des dépenses autorisées pour la campagne, qui était fixé à 22,5 millions d'euros.

Dans des réquisitions datées du 30 août, le parquet de Paris a demandé le renvoi en procès de treize autres personnes, en visant les délits de faux, abus de confiance, escroquerie ou complicité et complicité de financement illégal. Parmi elles, figurent d'anciens cadres de l'ex-UMP, comme Eric Cesari, des responsables de la campagne présidentielle, comme son directeur Guillaume Lambert ou Jérôme Lavrilleux, et les responsables de la société Bygmalion, dont la filiale Event and Cie organisait les meetings de la campagne sarkozyste.

Tous sont soupçonnés d'avoir participé à la mise en place d'un système de fausses factures pour imputer à l'UMP quelque 18,5 millions d'euros de dépenses de meetings qui auraient dû figurer dans le budget de campagne du candidat. Les factures, retrouvées par les enquêteurs, portaient la mention de conventions de l'UMP qui n'ont jamais eu lieu.

Nicolas Sarkozy n'est pas mis en cause pour avoir eu connaissance de cette fraude. Mais il a été mis en examen le 16 février pour financement illégal

de sa campagne, soupçonné d'avoir engagé des dépenses supplémentaires en réclamant de nouveaux meetings, alors qu'il ne pouvait ignorer que son budget allait franchir la ligne rouge. Le candidat avait été destinataire de notes des experts-comptables l'alertant sur ce risque. L'ancien président a toujours contesté un dérapage de ses dépenses.

LIBERATION avec AFP



IV) Affaire Cahuzac: Les révélations de l'ex-ministre lors de son procès



L'ancien ministre français du Budget Jérôme Cahuzac - MARTIN BUREAU / AFP

20 Minutes avec AFP

L'ex-ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, a déclaré ce lundi que le premier compte qu'il avait fait ouvrir en Suisse par un intermédiaire en 1992 était destiné « au financement d'activités politiques » au profit de Michel Rocard.

« J'ai demandé à Philippe Péninque d'ouvrir un compte en Suisse en 1992 (...). Ce compte, c'est du financement d'activités politiques pour un homme dont j'espérais qu'il aurait un destin politique national », a révélé, au premier jour de son procès pour fraude fiscale, l'ancien élu socialiste, précisant qu'il s'agissait de Michel Rocard, mais sans donner le nom de ses interlocuteurs au sein de l'équipe de l'ancien Premier ministre.



helenesargent @helenesargent

Si c'est à #Cahuzac que l'on demande d'ouvrir et d'alimenter ce compte, c'est "pour ses liens avec l'industrie pharmaceutique"

Jérôme Cahuzac a également indiqué que « deux versements des laboratoires Pfizer » ont participé au financement « de la vie politique de Michel Rocard » en 1993. « L'argent ne pouvait pas venir des comptes officiels du laboratoire », a-t-il ajouté.



helenesargent @helenesargent

C'est le seul nom (celui du labo Pfizer) qu'il accepte de donner. #Cahuzac



helenesargent @helenesargent

"L'industrie pharmaceutique a financé tous les partis politiques. Tous" répète #Cahuzac



V) Cinq phrases de Jérôme Cahuzac devenues cultes

Par Marine Rabreau , Maxime Cuny

<http://bcove.me/mhsqd3hg>

«**Les yeux dans les yeux**», l'ancien ministre du Budget a démenti durant quatre mois posséder un compte en Suisse. Avant d'avouer, et de regretter.

Mardi 4 décembre 2012. Mediapart révèle que Jérôme Cahuzac, alors ministre délégué au Budget positionné contre la fraude fiscale, a détenu jusqu'à début 2010 «un compte bancaire non déclaré à l'Union des banques suisses (UBS) de Genève» avant de déplacer ses avoirs à Singapour. Le scandale retentit malgré la

solidarité des élus de la République qui ont avant tout appelé à respecter la présomption d'innocence.

Jérôme Cahuzac, s'exprime pour la première fois sur le sujet le lendemain matin, sur RTL:

«Je dois prouver que quelque chose n'existe pas, c'est la raison pour laquelle je vais en justice. (...) Mes accusateurs devront prouver que leurs allégations sont prouvées et ils auront du mal.»

Jérôme Cahuzac, sur RTL, le 5 décembre 2012

Le même jour, par voie de communiqué, puis à l'Assemblée nationale, il oppose un «démenti formel» .

«Je démens catégoriquement les allégations contenues sur le site Mediapart. Je n'ai pas, je n'ai jamais eu de compte à l'étranger, ni maintenant, ni avant.»

Jérôme Cahuzac, le 5 décembre 2012, à l'Assemblée nationale

Le soir même, Mediapart publie un deuxième article, qui contient un enregistrement datant de 2000, dans lequel Jérôme Cahuzac s'inquiète de l'existence de ce compte. «Ca me fait chier d'avoir un compte ouvert là-bas, l'UBS c'est quand même pas forcément la plus planquée des banques», entend-on alors qu'il brigue une mairie et qui ne tient «pas du tout à ce qu'il y ait la moindre ambiguïté». À ce moment-là, ni la voix du ministre, ni celle de son interlocuteur, n'est authentifiée.

Deux mois plus tard, Jérôme Cahuzac est invité par Jean-Jacques Bourdin sur RMC/BFMTV. Le ministre reste droit dans ses bottes. Il répète, plusieurs fois: «Moi je connais la vérité» ou «depuis le début, c'est moi qui dis la vérité». Et puis, le journaliste lui pose cette question: «Jérôme Cahuzac, les yeux dans les yeux, est-ce que vous avez eu un compte en Suisse ou pas?». Réponse:

«Je n'ai pas, je n'ai jamais eu de compte en Suisse, à aucun moment, et la réponse apportée aux autorités françaises par la Suisse, permettra, je l'espère, très vite, et le plus vite serait le mieux, d'en finir, avec ces saletés.»

Jérôme Cahuzac, le 8 février 2013, sur RMC face à Jean-Jacques Bourdin

<http://dai.ly/xxd80g>

Jérôme Cahuzac : "c'est moi qui dit la vérité... par BFMTV

Il démissionne, mais nie toujours

Le 19 mars, le parquet, qui avait ouvert une enquête préliminaire depuis début janvier, déclare que la voix de l'enregistrement est probablement celle de Jérôme Cahuzac et ouvre une information judiciaire. Le même jour, le ministre quitte le gouvernement, en répétant qu'il est innocent:

«Cela ne change rien ni à mon innocence ni au caractère calomnieux des accusations lancées contre moi et c'est à le démontrer que je vais désormais consacrer toute mon énergie.»

Jérôme Cahuzac, le 19 mars 2013, dans un communiqué.

2 avril 2013, les aveux

2 avril 2013, Jérôme Cahuzac reconnaît devant les juges avoir détenu un compte à l'étranger, ouvert en 1992 à l'UBS en Suisse mais rapidement transféré auprès de la banque Reyl à Genève puis, en 2009, à Singapour. Il est mis en examen. «Dévasté par le remords», il demande publiquement pardon pour «une faute inqualifiable».

«J'ai été pris dans une spirale du mensonge et m'y suis fourvoyé. Je suis dévasté par le remords. (...) A Monsieur le Président de la République, au Premier Ministre, à mes anciens collègues du gouvernement, je demande pardon du dommage que je leur ai causé. (...) A mes collègues parlementaires, à mes électeurs, aux Françaises et aux Français j'exprime mes sincères et plus profonds regrets. Je pense aussi à mes collaborateurs, à mes amis et à ma famille que j'ai tant déçus.»

Les aveux de Jérôme Cahuzac sur son blog, le 2 avril 2013, jour où il a été mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale

Fin 2013, le compte de Singapour sera fermé et les plus de 600.000 euros qu'il contenait rapatriés.

<http://bcove.me/alysgo4l>



Marine Rabreau



Maxime Cuny

VI) Jean-Jacques Bridey en marche avec Emmanuel Macron dans le Val-de-Marne



C'était l'événement politique de ce mardi 30 août. Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron a démissionné pour réfléchir à la présidentielle 2017, remplacé illico par Michel Sapin.

Un « non événement » pour Luc Carvounas, sénateur-maire PS d'Alfortville, pour qui il ne fait pas de doute que l'ancien ministre se retrouvera très vite seul. Pour Jean-Jacques Bridey, député-maire PS de Fresnes, investi dans le mouvement En marche du jeune ministre, le moment était venu. « Après l'étape de structuration du mouvement et le meeting du 12 juillet, il fallait retrouver une liberté de ton et de parole. C'est une démarche nouvelle par rapports aux partis politiques. Il faut que l'on débattenne des idées pour retrouver la confiance en un avenir collectif », invite le parlementaire.

Alors que le mouvement En marche de l'ancien ministre a commencé par une grande enquête avec porte à porte et questionnaires, qui devrait faire l'objet de restitution et propositions d'ici l'automne, **l'élu fresnois indique avoir trouvé quelques 150 à 200 sympathisants dans le Val-de-Marne, et prévoit une réunion publique du mouvement dans le département, à la fin du mois de septembre.**

14 commentaires pour Jean-Jacques Bridey en marche avec Emmanuel Macron dans le Val-de-Marne

En savoir plus sur <http://94.citoyens.com/2016/jean-jacques-bridey-en-marche-avec-emmanuel-macron-dans-le-val-de-marne,31-08-2016.html#8Di2AkcmGa9j3YOS.99>

94.citoyens.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

A Suivre...
La Presse en Revue

